

CAMERA DEI DEPUTATI

Doc. **XII-bis**
N. 47

ASSEMBLEA PARLAMENTARE DELLA NATO

Risoluzione n. 317 (*)

La riforma strutturale della NATO e la PESD

Adottata dall'Assemblea parlamentare della NATO ad Istanbul,
il 19 novembre 2002

Annunziata il 17 febbraio 2003

THE ASSEMBLY,

1. *Declaring* that allied countries remain committed to defend one another against all threats to our security from any hostile governments or non-state actors;

2. *Finding* that terrorism constitutes a grave threat to the security of the Alliance today, which requires a comprehensive approach involving all means at our disposal;

3. *Recalling* that the NATO Allies invoked Article 5 of the Washington Treaty for the first time in response to the 11

September 2001, terrorist attacks on the United States;

4. *Observing* that while military personnel from many allied countries contributed to *Operation Enduring Freedom*, NATO as an institution played a limited role;

5. *Recognising* that NATO must reform its structures in order to be able to command missions outside of the Euro-Atlantic region if so directed by its member governments;

6. *Aware* of discussions to transform the NATO command structure to create a streamlined organisation that would be capable of deploying headquarters and forces wherever they are needed to combat threats to the security of the Alliance;

(*) Presented by the Defence and Security Committee.

7. *Commending* work on NATO's force structure review, which is developing a set of high-readiness headquarters able to command out-of-area operations at the corps level;

8. *Pointing out* that more deployable forces are needed for such missions;

9. *Supporting* the new capabilities initiative agreed by NATO Defence Ministers that will focus on a small number of capabilities essential to the full range of Alliance missions;

10. *Reasserting* our determination to strengthen the European pillar of the Alliance and to support the building and strengthening of the European Security and Defence Policy in such a way that it will add to the strength of the Alliance;

11. *Remembering* that the European Union's Helsinki Headline Goal calls for the EU to develop by 2003 the ability to deploy a corps-sized rapid reaction force, with appropriate air and naval assets, to enhance the credibility of common foreign policy objectives and, if necessary, to manage crises when NATO as a whole chooses not to be engaged;

12. *Recognising* the progress made to conclude the Berlin Plus agreements between NATO and the EU to ensure access by the EU to NATO assets and capabilities;

13. *Disappointed* that ongoing disagreements obstruct the conclusion of the Berlin Plus agreements between NATO and the EU despite all progress already achieved, stopping the EU's ability to conduct crisis management operations;

14. *Supporting* efforts to overcome the current impasse concerning permanent arrangements between NATO and the EU;

15. *URGES* member governments and parliaments of the North Atlantic Alliance:

a. to make the fight against terrorism and against proliferation of weapons of mass destruction a central mission of the Alliance;

b. to reform NATO structures to enable the Alliance to carry out this mission;

c. to ensure that the new command structure enables NATO to deploy headquarters wherever the Alliance needs to perform its missions;

d. to develop national armed forces that can be deployed and sustained wherever they are needed to combat threats to the security of the Alliance;

e. to fulfil their NATO Force Goals, and to make these goals transparent so that parliaments and publics can monitor compliance;

f. to work out appropriate arrangements with the European Union to enable it in the spirit of genuine partnership to draw on NATO assets and capabilities for its Rapid Reaction Force whenever NATO as a whole chooses not to be engaged;

g. to work to ensure coherence between the proposed NATO Response Force and the EU Rapid Reaction Force and to ensure complementarity of NATO and EU capability initiatives;

16. *URGES* member governments and parliaments of the North Atlantic Alliance that are also members of the European Union to fulfil the Helsinki Headline Goal by the 2003 target date.

Resolution n. 317
La réforme structurelle de l'OTAN et la politique européenne
de sécurité et de défense (*)

L'ASSEMBLÉE,

1. *Déclarant* que les pays alliés confirment leur engagement à se défendre mutuellement contre toutes les menaces contre leur sécurité émanant d'un gouvernement ou d'une entité non étatique hostiles;

2. *Estimant* qu'aujourd'hui le terrorisme représente pour la sécurité de l'Alliance une grave menace à laquelle il faut répondre par une approche globale mettant en oeuvre tous les moyens disponibles;

3. *Rappelant* que les pays membres de l'OTAN ont invoqué l'article 5 du Traité de Washington pour la première fois, en réponse aux attentats commis contre les États-Unis le 11 septembre 2001;

4. *Observant* que le personnel militaire de nombreux pays alliés a certes contribué à l'opération *Liberté immuable* mais que l'OTAN, en tant qu'institution, n'a joué qu'un rôle limité;

5. *Reconnaissant* que l'OTAN doit réformer ses structures pour être en mesure de diriger des missions en dehors de la région euro-atlantique au cas où les gou-

vernements des pays membres l'en chargeraient;

6. *Connaissant* l'existence de discussions sur une transformation de la structure de commandement de l'OTAN destinée à mettre sur pied une organisation rationalisée et capable de déployer des quartiers généraux et des forces partout où cela sera nécessaire pour parer aux menaces contre la sécurité de l'Alliance;

7. *Saluant* les travaux de révision de la structure des forces de l'OTAN, structure qui évolue vers un ensemble de quartiers généraux dotés d'un état de préparation très avancé et de la faculté de commander des opérations hors zone à l'échelon du corps d'armée;

8. *Faisant observer* que de telles missions exigent davantage de forces déployables;

9. *Soutenant* la nouvelle initiative sur les capacités qu'ont adoptée les ministres de la Défense des pays alliés et qui sera axée sur un petit nombre de capacités essentielles à toute la gamme des missions de l'Alliance;

10. *Réaffirmant* notre ferme intention de consolider le pilier européen de l'Alliance et de soutenir le développement et le renforcement de la Politique euro-

(*) Présentée par la Commission de la défense et de la sécurité.

péenne de sécurité et de défense de manière qu'elle contribue à conférer une vigueur accrue à l'Alliance;

11. *Rappelant* que l'Objectif global défini au Sommet d'Helsinki de l'Union européenne requiert de cette dernière qu'elle soit apte d'ici l'an 2003 à déployer une force de réaction rapide de la taille d'un corps d'armée assortie d'éléments aériens et navals adéquats, de manière à consolider la crédibilité des objectifs de la politique extérieure communautaire et, au besoin, à gérer les crises dans lesquelles l'OTAN en tant que telle choisirait de ne pas s'impliquer;

12. *Reconnaissant* les progrès qui ont été accomplis en vue de conclure l'accord « Berlin Plus » entre l'OTAN et l'UE et donner ainsi à l'UE accès aux ressources et aux capacités de l'Alliance;

13. *Décue* par les désaccords persistants qui font obstacle à la conclusion des arrangements « Berlin Plus » entre l'OTAN et l'UE — malgré tous les progrès déjà accomplis — de sorte que l'UE n'est plus à même de conduire des opérations de gestion des crises;

14. *Soutenant* les efforts déployés afin de sortir de l'impasse actuelle en ce qui concerne les arrangements permanents entre l'OTAN et l'UE;

15. *INVITE INSTAMMENT* les gouvernements et parlements des pays membres de l'Alliance atlantique:

a. à faire de la lutte contre le terrorisme et contre la prolifération des armes de destruction massive une mission primordiale de l'Alliance;

b. à réformer les structures de l'OTAN pour que l'Alliance puisse accomplir cette mission;

c. à veiller à ce que la nouvelle structure de commandement permette à l'OTAN de déployer des quartiers généraux partout où l'Alliance est appelée à s'acquitter de ses missions;

d. à constituer des forces armées nationales qui puissent être déployées et appuyées là où elles devront intervenir pour parer aux menaces contre la sécurité de l'Alliance;

e. à réaliser leurs objectifs de forces de l'OTAN et à rendre lesdits objectifs transparents, de telle sorte que les parlements et l'opinion publique puissent en surveiller l'exécution;

f. à mettre au point des arrangements adéquats avec l'Union européenne, pour permettre à celle-ci, dans un esprit de réel partenariat, de puiser dans les capacités et les moyens de l'OTAN au bénéfice de sa force de réaction rapide à chaque fois que l'OTAN en tant que telle choisira de ne pas s'engager;

g. à ouvrir pour assurer la cohérence entre la Force de réaction de l'OTAN prévue et la Force de réaction rapide de l'UE, ainsi que la complémentarité des initiatives de l'OTAN et de l'UE en matière de capacités;

16. *INVITE INSTAMMENT* les gouvernements et parlements des pays membres de l'Alliance qui sont aussi membres de l'Union européenne à réaliser l'Objectif global d'Helsinki d'ici à la date butoir de 2003.

N. B. Traduzione non ufficiale

Risoluzione n. 317

La riforma strutturale della NATO e la PESD (*)

L'ASSEMBLEA,

1. *Affermando* che i paesi alleati rimangono impegnati nella difesa reciproca contro ogni minaccia alla nostra sicurezza da parte di governi ostili o di altri attori non statali;

2. *Rilevando* che il terrorismo rappresenta una grave minaccia all'attuale sicurezza dell'Alleanza, che richiede un approccio di ampio respiro con il ricorso a tutti i mezzi a nostra disposizione;

3. *Ricordando* che gli alleati della NATO hanno invocato l'articolo 5 del Trattato di Washington per la prima volta in risposta all'attacco terroristico agli Stati Uniti dell'11 settembre 2001;

4. *Osservando* che, anche se il personale militare di molti paesi alleati ha contribuito all'Operazione « Libertà Duratura », la NATO come istituzione ha svolto un ruolo limitato;

5. *Riconoscendo* che la NATO deve riformare le sue strutture per essere in grado di comandare missioni al di fuori della regione Euro-Atlantica se così istruita dai governi dei suoi membri;

6. *Consapevoli* del dibattito volto a trasformare la struttura di comando della NATO per creare una organizzazione più snella in grado di schierare comandi e forze laddove necessario per combattere le minacce alla sicurezza dell'Alleanza;

7. *Apprezzando* il lavoro sulla revisione della struttura di forze della NATO, che sta mettendo a punto una serie di comandi di pronto intervento in grado di dirigere operazioni fuori area a livello di corpo d'armata;

8. *Rilevando* come siano necessarie forze più facilmente dispiegabili per tali missioni;

9. *Sostenendo* l'iniziativa sulle nuove capacità decisa dai ministri della difesa della NATO che si concentrerà su un limitato numero di capacità essenziali per l'intera gamma delle missioni dell'Alleanza;

10. *Riaffermando* la nostra determinazione a rafforzare il pilastro europeo dell'Alleanza e a supportare la costruzione e il rafforzamento della PESD in modo tale da incrementare la forza dell'Alleanza;

11. *Ricordando* che l'obiettivo primario stabilito ad Helsinki dall'Unione Europea chiede che la UE metta a punto entro il 2003 la capacità di schierare una forza di reazione rapida delle dimensioni di un

(*) Presentata dalla Commissione Difesa e Sicurezza.

corpo d'armata, dotata degli adeguati mezzi aerei e navali, così da migliorare la credibilità degli obiettivi di politica estera comune e, se necessario, di gestire le crisi laddove la NATO, nel suo insieme, dovesse decidere di non essere impegnata;

12. *Riconoscendo* i progressi fatti per concludere gli accordi « Berlino plus » fra NATO e UE per assicurare l'accesso della NATO agli *assets* e alle capacità della NATO;

13. *Deplorando* il fatto che le controversie ancora aperte ostacolano, nonostante i progressi fin qui compiuti, la conclusione degli accordi « Berlino plus » fra NATO e UE, bloccando la capacità dell'UE di condurre operazioni di gestione delle crisi;

14. *Sostenendo* gli sforzi per superare l'attuale stallo in merito agli accordi permanenti fra NATO e UE;

15. *SOLLECITA* i governi e i parlamenti dei paesi membri dell'Alleanza atlantica a:

a. rendere la lotta contro il terrorismo e contro la proliferazione delle armi di distruzione di massa una missione centrale dell'Alleanza;

b. riformare le strutture della NATO per permettere all'Alleanza di assolvere tale missione;

c. assicurare che la nuova struttura di comando consenta alla NATO di schierare i comandi ovunque l'Alleanza debba svolgere le proprie missioni;

d. mettere a punto forze armate nazionali che possano essere schierate e sostenute dovunque si renda necessario combattere le minacce alla sicurezza dell'Alleanza;

e. soddisfare gli Obiettivi di Forza della NATO e renderli trasparenti, in modo che i parlamenti e l'opinione pubblica ne possano verificare l'assolvimento;

f. elaborare adeguati accordi con l'Unione Europea per consentirle di utilizzare mezzi e capacità dalla NATO per la sua forza di reazione rapida ogniqualvolta la NATO nel suo insieme decida di non essere impegnata;

g. lavorare per garantire la coerenza fra la Forza di Risposta della NATO e la Forza di Reazione Rapida della UE e per assicurare la complementarietà fra le iniziative della NATO e della UE;

16. *SOLLECITA* i governi e i parlamenti dei paesi membri dell'Alleanza atlantica che sono anche membri dell'Unione Europea a raggiungere l'obiettivo primario di Helsinki entro la data fissata del 2003.